

Paris, le 20 septembre 2023

Séance plénière du Conseil régional d'Île-de-France du 20 septembre

## **LA DÉCENTRALISATION, OUI, MAIS AU SERVICE DE LA JUSTICE SOCIALE !**

Le Conseil régional d'Île-de-France, réuni aujourd'hui en Assemblée plénière, a présenté quarante propositions, « pour un choc de décentralisation », tendant à modifier ou à adapter des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur concernant les compétences, l'organisation et le fonctionnement de la région.

Au-delà du fait que les organisations syndicales n'aient pas été consultées dans le cadre des auditions organisées par Jean-François Vigier, la CFDT Île-de-France considère qu'un certain nombre de propositions sont **inacceptables** et **dangereuses** pour l'équilibre politique, économique et social de la région Île-de-France.

La CFDT Île-de-France a toujours été favorable à une accélération de la décentralisation vers les régions, lorsqu'elle est au service de la justice sociale et territoriale.

Elle a par ailleurs systématiquement rappelé qu'une décentralisation réussie est une décentralisation qui se construit avec les agents du service public et avec les usagers. Pas plus que l'État, une région ne devrait décider seule.

Les propositions du Conseil régional font courir le risque de creuser les inégalités sociales et territoriales en particulier :

- **La création d'un SMIC francilien**  
La CFDT Île-de-France partage le constat que le SMIC national se heurte aux spécificités socio-économiques de la région. Toutefois, au-delà d'être une proposition irréaliste, il n'est pas acceptable qu'une région soit seule décideuse du revenu minimum de millions de travailleurs. Nous proposons que les partenaires sociaux négocient, au niveau territorial, des accords pour accroître le pouvoir d'achat des salariés franciliens.
- **La régionalisation de Pôle Emploi et de la gouvernance de l'assurance chômage**  
Pour la CFDT Île-de-France, la lutte contre le chômage doit rester une cause nationale qui nécessite principalement une structure nationale garantissant une égalité de toutes et tous quelle que soit sa région d'origine. La CFDT Île-de-France défend un renforcement des coopérations entre les différents acteurs du service public de l'emploi dans le respect des spécificités et de la gouvernance de chacun, avec des moyens définis selon les problématiques de chaque territoire. En ce sens, la CFDT Île-de-France reste insatisfaite de la création de l'agence ORIANE depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023 qui a entraîné la disparition de Défi Métiers et largement affaibli les missions locales. Quant à la régionalisation de l'indemnisation chômage, si la CFDT ne nie pas la spécificité de la région, on ne peut pas faire abstraction que la force du système actuel repose sur une cotisation basée sur la solidarité nationale.
- **La libre définition de la composition et les modalités d'organisation du CESER**  
Pour la CFDT Île-de-France, ce n'est pas d'un CESER sous contrôle de l'exécutif régional dont la région Île-de-France a besoin mais d'une véritable deuxième chambre représentant la société civile, co-décisionnaire à parts égales, aux côtés des élus politiques du Conseil régional.

Par ailleurs, la CFDT Île-de-France constate que parmi ces 40 propositions, **pas une seule ne concerne réellement les problématiques de transition écologique de la région**. En ce sens, le Conseil régional reste fidèle à sa politique d'inaction écologique en place depuis 2015.

En conclusion, avant d'exiger de nouvelles compétences, la CFDT Île-de-France incite le Conseil régional à exercer d'abord pleinement celles qui sont aujourd'hui les siennes au service des Franciliens. Au regard du bilan de la politique du Conseil régional depuis 2015, il y a encore beaucoup de chemin à parcourir pour rendre notre région plus juste et plus accueillante !

### **CONTACT**

Diego Melchior  
secrétaire général  
Union régionale CFDT Île-de-France  
06 77 18 94 02  
[dmelchior@iledefrance.cfdt.fr](mailto:dmelchior@iledefrance.cfdt.fr)